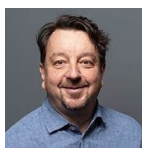




Vanessa Juarez-Bernaldez
Vanessa Juarez-Bernaldez est chercheuse et chargée de cours à l'Université de Lausanne.



Christian Staerklé
Christian Staerklé est professeur ordinaire à l'Université de Lausanne.

🕒 23/02/26 🔍 Recherche 🌐 <https://doi.org/10.64829/14906>
(<https://doi.org/10.64829/14906>)

La politique vue par les jeunes en formation professionnelle

La démocratie, c'est pas pour moi – vraiment ?

Vanessa Juarez-Bernaldez & Christian Staerklé

Les jeunes en formation professionnelle sont moins engagés, et s'intéressent moins à la politique que leurs pairs en formation générale (gymnase). Faut-il y voir un manque d'intérêt ? La présente étude montre une réalité plus nuancée : beaucoup d'apprenties et apprentis ont le sentiment de ne pas être reconnus ni pris au sérieux, en raison de leur âge et de la moindre valeur accordée à leur formation. Ils décrivent un monde politique perçu comme distant, codifié et réservé à celles et ceux qui disposent de plus de ressources ou d'un parcours plus académique. Ils estiment que leur expérience du terrain et leurs compétences pratiques sont rarement prises en compte.

D'une part, les jeunes présentent les taux de participation aux votations les plus faibles. D'autre part, les personnes issues de la formation professionnelle sont, tous âges confondus, sous-représentées dans la participation politique.

Le désengagement politique des jeunes suscite depuis des années des inquiétudes, en Suisse comme dans d'autres démocraties. Les enquêtes suisses mettent en évidence deux constats. D'une part, les jeunes présentent les taux de participation aux votations les plus faibles. D'autre part, les personnes issues de la formation professionnelle sont, tous âges confondus, sous-représentées dans la participation politique, ce qui indique que cet écart est observé également au-delà de la période de la jeunesse (Tresch et al., 2020, 2024). Cette situation interroge : en Suisse, près de deux tiers des jeunes s'engagent dans une formation professionnelle après la scolarité

obligatoire. Comment expliquer que ce groupe majoritaire prenne si peu part au débat démocratique ?

Notre étude se démarque des lectures qui attribuent ces écarts à un manque d'intérêt ou de compétences individuelles. Elle met en lumière l'importance du système éducatif — et en particulier de l'orientation vers différentes filières — à travers la manière dont les jeunes eux-mêmes vivent, perçoivent et interprètent leur place dans la société (Juarez-Bernaldez & Staerklé, 2025).

Image hiérarchique du système éducatif

En Suisse, les élèves sont répartis dans des filières hiérarchisées en fonction de leurs résultats scolaires. Celles-ci les orientent vers des trajectoires distinctes (par exemple CFC, gymnase). Plus cette sélection intervient tôt, plus les différences de participation politique entre groupes d'élèves tendent à s'accroître (Witschge & van de Werfhorst, 2020). Ces différences ne proviennent pas du type de formation en soi, mais plutôt des représentations sociales et de la valeur symbolique que la société associe aux différentes filières. En effet, la formation professionnelle occupe une position ambivalente : si elle est reconnue pour son efficacité économique, elle reste souvent associée à un prestige social moindre. Les apprenties et apprentis, tout comme leurs parents, sont conscients de ces hiérarchies symboliques (Duemmler et al., 2020; Mousson et al., 2025). Toutefois, des différences cantonales et régionales existent. Certains cantons sont moins ségrégatifs que d'autres pendant la scolarité obligatoire, et la littérature met en évidence des différences entre régions linguistiques : la formation professionnelle bénéficie d'un prestige social plus élevé en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, et y est plus largement proposée, en lien avec des normes culturelles plus favorables à l'engagement des entreprises dans la formation (Aeppli et al., 2021; Cattaneo & Wolter, 2016).

Ces hiérarchies, perçues et vécues au quotidien, influencent plus largement le sentiment de reconnaissance sociale et la perception de la légitimité à prendre part à la vie publique. Elles façonnent ainsi la manière dont les jeunes se situent face au politique, en renforçant ou en fragilisant leur sentiment d'être autorisés à s'exprimer et à participer.

Pour étudier ces dynamiques, nous avons choisi une approche centrée sur la manière dont les jeunes en formation se représentent le politique. À la différence de *la* politique, qui renvoie aux institutions, aux partis ou aux élections, *le* politique désigne l'ensemble des rapports de pouvoir, de conflits et d'oppositions qui structurent nos sociétés et nos identités (Mouffe, 2004).

Notre objectif est de comprendre comment, à partir de leurs expériences quotidiennes, elles et ils définissent le politique, s'y situent et se perçoivent comme des citoyennes et citoyens légitimes ou non. Mieux comprendre leur rapport au politique permet d'identifier les mécanismes qui contribuent à éloigner certains jeunes de la participation politique et à fragiliser leur inclusion en tant que membres à part entière de la collectivité.

Résultats

Dix-sept groupes de discussion ont été menés dans quatre écoles professionnelles de Suisse romande en 2020 et 2021. Au total, 99 apprenties (N=36) et apprentis (N=63) âgés de 15 à 28 ans (M = 17.5 ans) ont participé à cette étude. Ces jeunes étaient issus de métiers et de parcours variés. Les échanges ont eu lieu dans le cadre des cours de culture générale et portaient sur ce que signifie « le mot *politique* et *l'engagement politique* pour eux ».

Le politique perçu comme un monde lointain, fermé et inaccessible

Le politique semble réservé à celles et ceux qui « ont les codes », qui maîtrisent un langage particulier ou qui se situent plus haut dans la hiérarchie sociale.

Pour la plupart des jeunes rencontrés, le politique apparaît comme un espace extérieur à leur monde, situé « à Berne », « dans le Palais fédéral » ou dans un « monde parallèle ». Cette distance exprimée n'est pas seulement géographique : elle est avant tout sociale et symbolique. Plusieurs jeunes qualifient même la politique de sujet « tabou », un domaine dont ils préfèrent parfois se tenir à distance tant il est perçu comme conflictuel ou négatif.

Cette impression nourrit un sentiment d'extériorité : le politique semble réservé à celles et ceux qui « ont les codes », qui maîtrisent un langage particulier ou qui se situent plus haut dans la hiérarchie sociale. L'âge renforce encore ce décalage : nombre de participants disent ne pas être pris au sérieux ou se sentir « méprisés » lorsqu'ils donnent leur avis en tant que jeunes.

Cette distance ne traduit pas un désintérêt, mais le sentiment que les décisions se prennent dans un espace peu accessible et éloigné du quotidien des citoyens. Le *Palais fédéral* et *Berne*, souvent mentionnés comme les lieux où se décide la politique, apparaissent dans les discours comme des « tours d'ivoire », depuis lesquelles

l'engagement concret des citoyens semble peu visible. Comme l'exprime un participant :

« Il faut vraiment que les gens voilà du Palais fédéral voient en fait ce qui se passe vraiment et à quel point les gens ils sont vraiment investis que ce soit pour la communauté ou encore beaucoup d'autres causes ».

Un clivage structurant entre « nous » et « eux » : pouvoir, légitimité et morale

Les discussions révèlent un clivage structurant entre « nous » — les jeunes, les apprentis, les « gens ordinaires » — et « eux » — les responsables politiques, perçus comme des personnes « importantes » ou des « grandes personnes » détenant le pouvoir. Ce clivage organise la manière dont les jeunes interprètent le politique et se situent eux-mêmes par rapport à celui-ci.

Il s'incarne d'abord dans les représentations du profil typique des élus, décrits comme plus âgés, riches, majoritairement blancs, et issus de professions prestigieuses ou intellectuelles. Ces caractéristiques sont perçues comme autant de marqueurs de légitimité politique, en contraste avec les trajectoires et les ressources attribuées aux jeunes en formation professionnelle.

Ce sentiment de distance est renforcé par le langage politique, associé aux filières académiques et décrit comme complexe, technique ou volontairement obscur. Les participants y voient une barrière symbolique supplémentaire qui contribue à restreindre l'accès au champ politique à celles et ceux qui en maîtrisent les codes.

Ensemble, ces éléments nourrissent l'idée que le politique serait réservé à un groupe social spécifique et socialement favorisé. Les jeunes en formation professionnelle se positionnent ainsi spontanément du côté de celles et ceux qui « n'ont pas les mêmes ressources », développant un sentiment de faible légitimité à participer aux débats et aux processus de décision politiques.

Les jeunes évoquent également une distance morale. Les responsables politiques sont parfois décrits comme motivés par leurs propres intérêts. Cette opposition morale amène certains à qualifier le système politique suisse de « dictature cachée », suggérant que le peuple aurait l'illusion du choix.

Ces éléments montrent que le clivage « nous/eux » dépasse la simple critique institutionnelle. Il constitue une manière pour les jeunes d'exprimer leur position dans la société, en se définissant par contraste avec des responsables politiques perçus comme détenteurs de ressources et de pouvoir auxquels ils n'ont pas accès.

Le rôle de la formation professionnelle dans la distance entre jeunes et monde politique

La manière dont les jeunes parlent de leur formation révèle l'importance de la hiérarchie scolaire dans la construction de ce clivage. Pour beaucoup, l'apprentissage est perçu socialement comme un « deuxième choix », moins valorisé que la voie générale menant aux études universitaires. Cette hiérarchie affecte leur sentiment de reconnaissance sociale et politique.

Un échange illustre cette perception :

P3 : pour moi c'est dans la vision de la société, pour moi le lycée c'est le chemin à suivre et si tu prends un apprentissage ça veut dire que : ah tu prends un autre chemin ? t'es un peu bizarre quand même !

P4 : en gros ça fait si on continue les études ça fait genre on est quelqu'un et si on fait un apprentissage on n'est plus.

Ne pas avoir suivi une formation académique revient à ne pas disposer des ressources symboliques jugées légitimes pour participer au débat politique.

Ces représentations illustrent comment le statut associé à la formation professionnelle influe sur leur légitimité perçue : ne pas avoir suivi une formation académique revient à ne pas disposer des ressources symboliques jugées légitimes pour participer au débat politique.

Face à cette dévalorisation, les jeunes mettent en avant l'importance des compétences pratiques, de leur savoir-faire et de leur expérience du terrain, afin de souligner leur utilité sociale et professionnelle. La valorisation du « concret », par contraste avec des savoirs perçus comme « théoriques », s'accompagne d'une critique des responsables politiques, décrits comme éloignés des réalités du terrain et manquant de connaissances pratiques.

Ainsi, les frontières symboliques entre « ceux qui peuvent faire de la politique » et « ceux pour qui ce monde n'est pas fait » se construisent à la croisée de dimensions sociales, morales et scolaires, mais aussi à travers les manières dont les jeunes se protègent du regard stigmatisant qu'ils estiment porté sur eux en tant qu'apprenties et apprentis. Cette mise à distance leur permet de maintenir une image positive d'eux-mêmes dans un système qui les place en position subalterne.

Conclusion

La présente étude montre que la distance au politique exprimée par les jeunes en formation professionnelle ne relève ni d'un désintérêt ni d'un déficit de compréhension du politique, mais d'un processus actif de mise à distance, façonné par des expériences d'exclusion symbolique. Le clivage récurrent entre « nous » et « eux » révèle un rapport au politique structuré par des rapports de pouvoir, dans lesquels le statut social lié à l'âge et au type de formation joue un rôle central. Ce positionnement est étroitement lié aux représentations sociales et aux hiérarchies symboliques associées à la formation professionnelle, qui influencent la manière dont les jeunes se perçoivent et anticipent la place qui leur est reconnue dans la société. En s'intéressant aux différences régionales, de futures recherches pourraient contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes à l'œuvre.

Cette mise à distance ne s'accompagne toutefois pas d'un rejet global du politique. Au contraire, les participantes et participants formulent eux-mêmes des pistes qui permettraient d'augmenter leur intérêt pour la politique et leur participation (Juarez-Bernaldez, sous presse). Ils soulignent l'importance d'aborder la politique de manière plus concrète et appliquée, déjà à l'école puis dans le cadre de leur formation. Les cours de culture générale occupent à cet égard une place centrale : ils sont perçus comme un espace privilégié pour développer des compétences politiques à travers des pratiques favorisant une pédagogie active, telles que les débats, le décryptage de l'actualité ou des votations. Ces modalités, qui visent à « piquer la curiosité » et à fournir des outils pour comprendre et discuter des enjeux collectifs, permettent aux apprenantes et apprenants de se positionner comme acteurs et actrices légitimes du politique plutôt que comme de simples récepteurs de savoirs. Elles contribuent ainsi à réduire la distance perçue et à renforcer le sentiment de compétence. Ces pistes font écho aux orientations actuelles de la révision du plan d'études de la culture générale dans le cadre de « Culture Générale 2030 ».

Enfin, ces constats rappellent que l'existence de droits politiques formels ne garantit pas, en soi, une participation équitable. Ils invitent à dépasser l'idée selon laquelle il suffirait de « motiver » davantage les jeunes pour renforcer leur engagement politique. Assurer une démocratie inclusive implique donc de prendre en compte les expériences de celles et ceux qui se situent en dehors — ou à la marge — du champ politique, non pour corriger des « manques », mais pour comprendre comment les structures éducatives, sociales et politiques façonnent les possibilités mêmes d'engagement.

Résumé

Les jeunes en formation professionnelle figurent parmi les groupes les moins présents dans la participation politique en Suisse. Cette faible participation est souvent interprétée comme un manque d'intérêt, mais nos résultats montrent une réalité différente. À partir de dix-sept groupes de discussion menés dans quatre écoles professionnelles romandes (N = 99), nous avons analysé comment ces jeunes perçoivent la politique et comment ces perceptions influencent leur manière d'y prendre part.

Les apprenties et apprentis décrivent la politique comme un univers lointain, difficile d'accès et dominé par des personnes plus âgées, mieux placées socialement et éloignées de leurs réalités. Cette distance nourrit l'impression que leur participation « ne changerait rien » et qu'ils ne sont pas pris au sérieux en raison de leur âge ou de la moindre reconnaissance accordée à leur filière. Ils opposent fréquemment « nous », les jeunes ordinaires, proches du terrain, et « eux », les responsables politiques perçus comme éloignés ou préoccupés par d'autres priorités.

La hiérarchie entre filières joue un rôle important. Beaucoup ont le sentiment que la voie professionnelle est moins reconnue que les parcours académiques, ce qui renforce l'idée de ne pas avoir la même légitimité pour s'exprimer dans le débat public. Pour faire face à ce manque de reconnaissance, les jeunes mettent en avant leurs compétences pratiques, leur utilité sociale et leur expérience concrète du monde du travail. Cette mise à distance du politique apparaît ainsi comme une manière de préserver une image positive d'eux-mêmes plutôt qu'un signe d'indifférence.

Le désengagement exprimé n'est donc pas un déficit individuel, mais une réaction à des expériences où ils se sentent en marge ou peu écoutés. Ces résultats invitent à réfléchir à des formes de participation qui reconnaissent la diversité des parcours et permettent aux jeunes en formation professionnelle de se sentir pleinement légitimes dans la vie démocratique. En donnant la parole à ces jeunes, notre étude montre que le désengagement n'est pas dû à un désintérêt, mais le reflet d'expériences quotidiennes où ils se sentent peu légitimes. Ces résultats invitent à repenser les conditions qui permettent à tous les jeunes de se sentir concernés et écoutés dans la vie démocratique.

Références

- Aepli, M., Kuhn, A., & Schweri, J. (2021). Culture, norms, and the provision of training by employers (<https://doi.org/10.1016/j.labeco.2021.102057>): Evidence from the Swiss language border. *Labour Economics*, 73, 102057.

- Cattaneo, M. A., & Wolter, S. C. (2016). *Die Berufsbildung in der Pole-Position* (p. 16). Swiss Coordination Centre for Research in Education.
- Duemmler, K., Caprani, I., & Felder, A. (2020). The challenge of occupational prestige for occupational identities (<https://doi.org/10.1007/s12186-020-09243-3>): Comparing bricklaying and automation technology apprentices in Switzerland. *Vocations and Learning*, *13*, 369–388.
- Juarez-Bernaldez, V. (sous presse). *Just Another Brick in the Wall? A Status-Based Multi-Methods Approach to Youth Political (Dis)Engagement*. Lausanne.
- Juarez-Bernaldez, V., & Staerklé, C. (2025). The View From Below (<https://doi.org/10.1002/casp.70149>): Low-Status Youth Representations of the Political in Switzerland. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, *35*(4), e70149.
- Mouffe, C. (2004). Le politique et la dynamique des passions (<https://doi.org/10.3917/rdes.045.0179>). *Rue Descartes*, *4546*(3), 179–192.
- Mousson, M., Roberts, J., & Kocher, J. P. (2025). *Enquête sur la perception de la formation professionnelle dans le Canton de Vaud*. (<https://cockpit.gfsbern.ch/fr/cockpit/enquete-sur-la-perception-de-la-formation-professionnelle-dans-le-canton-de-vaud/>)
- Tresch, A., Lauener, L., Bernhard, L., Lutz, G., & Scaperrotta, L. (2020). *Élections fédérales 2019*. (<https://doi.org/10.24447/SLC-2020-00002>) *Participation et choix électoral*.
- Tresch, A., Rennwald, L., Lauener, L., Lutz, G., Alkoç, N., Benvenuti, R., & Mazzoleni, O. (2024). *Élections fédérales 2023*. (<https://iris.unil.ch/entities/publication/29853a2c-12b5-43f8-97f0-4b8285735ddf>). *Participation et choix électoral*.
- Witschge, J., & van de Werfhorst, H. G. (2020). Curricular tracking and civic and political engagement: (<https://doi.org/10.1177/0001699318818650>) Comparing adolescents and young adults across education systems. *Acta Sociologica*, *63*(3), 284–302.

Citation

Juarez-Bernaldez, V. & Staerklé, C. (2026). La démocratie, c'est pas pour moi – vraiment ?. *Transfer. Formation professionnelle dans la recherche et la pratique* *11* (4).

<https://doi.org/10.64829/14906> (<https://doi.org/10.64829/14906>)

La présente contribution est protégée par le droit d'auteur. Toute utilisation est autorisée à l'exception de l'utilisation commerciale. La distribution sous la même licence est possible ; elle nécessite toutefois la mention de l'auteur.